franceinfo:

30 propositions pour donner une place à l'animal dans le débat politique

Les associations de protection animale ont demandé aux candidats à la présidentielle et aux législatives de se prononcer sur ces propositions.

Un employé gave un canard dans un élevage de Soultz-les-Bains (Bas-Rhin), le 18 novembre 2014. (FREDERICK FLORIN / AFP)

franceinfo Anne-Laure Barral Radio France

Mis à jour le 22/11/2016 | 19:50
publié le 22/11/2016 | 17:32

26 associations de protection animale, dont la fondation Brigitte Bardot, la SPA, 30 Millions d'Amis ou l'ASPAS, ont rédigé et présenté mardi 22 novembre un manifeste appelé Animal politique. Le collectif a appelé les politiques à inscrire cette thématique dans le débat électoral.

L'interdiction de la chasse est un point essentiel pour les associations de

protection animale, et pourtant, elle n'est pas mentionnée dans le texte. C'est une mesure difficile à obtenir politiquement, selon le collectif. Les défenseurs des droits des animaux proposent une alternative avec l'instauration d'un dimanche sans chasse.

Pour le reste des propositions, le collectif demande aux candidats de se prononcer, entre autre, sur le remplacement des tests de médicaments ou de cosmétiques sur les animaux, l'interdiction d'espèces sauvages dans les cirques, la fin des échanges entre zoos ou delphinariums, l'abolition de la corrida et des combats de coqs et la stérilisation des animaux de compagnie.

Les conditions d'élevage au cœur du manifeste

Le collectif a a demandé l'interdiction de plusieurs pratiques douloureuses dont la castration à vif des porcelets, le gavage de force des oies ou la découpe du bec des poules pondeuses. L'association L214, qui a beaucoup œuvré pour dénoncer ces conditions d'élevage en publiant des enquêtes et des vidéos chocs, a affirmé avoir vu son nombre d'adhérents augmenter :*"Aujourd'hui L214, c'est 20 000 membres [...] avec des enquêtes qui intéressent les médias et le grand public et qui permettent à la cause animale de se faire une place "*, explique Brigitte Gothière, présidente de l'association.

Si certains ne considèrent pas la cause animale comme un incontournable du débat politique, pour le moine Matthieu Ricard, porte-parole du manifeste, ce n'est pas qu'une question animale, c'est une question d'humanité : *"Ça représente 120 millions d'animaux par heure qui sont tués dans le monde. Par semaine, c'est autant d'animaux tués que de morts dans toutes les guerres de l'humanité."*

Les partis politiques s'emparent de la question

Avec plus d'un milliard d'animaux d'élevage tués chaque année pour nos besoins en viande et 63 millions d'animaux de compagnie en France, le record européen, les chiffres de la cause animale devraient suffire à intéresser les partis politiques. Certains partis, comme les Verts, le Front de Gauche, l'UDI et surtout le Front National se sont déjà penchés sur la question.

Marine Le Pen, elle-même, avait soutenu la demande des associations sur l'étourdissement systématique des bêtes avant l'abattage. Or une dérogation existe déjà pour les rituels d'abattage halal et kasher. Une proposition qui apparaît pour certains comme discriminatoire envers les religions juives et musulmanes, ce dont se défend le porte-parole de la fondation Brigitte Bardot, Christophe Marie : *"Nous n'avons pas à prendre position sur une pratique cultuelle, mais uniquement sur le bien-être animal. On ne stigmatise personne."*

L'interdiction de la chasse est un point essentiel pour les associations de protection animale, et pourtant, elle n'est pas mentionnée dans le texte. C'est une mesure difficile à obtenir politiquement, selon le collectif. Les défenseurs des droits des animaux proposent une alternative avec l'instauration d'un dimanche sans chasse.

Pour le reste des propositions, le collectif demande aux candidats de se prononcer, entre autre, sur le remplacement des tests de médicaments ou de cosmétiques sur les animaux, l'interdiction d'espèces sauvages dans les cirques, la fin des échanges entre zoos ou delphinariums, l'abolition de la corrida et des combats de coqs et la stérilisation des animaux de compagnie.

Les conditions d'élevage au cœur du manifeste

Le collectif a a demandé l'interdiction de plusieurs pratiques douloureuses dont la castration à vif des porcelets, le gavage de force des oies ou la découpe du bec des poules pondeuses. L'association L214, qui a beaucoup œuvré pour dénoncer ces conditions d'élevage en publiant des enquêtes et des vidéos chocs, a affirmé avoir vu son nombre d'adhérents augmenter :*"Aujourd'hui L214, c'est 20 000 membres [...] avec des enquêtes qui intéressent les médias et le grand public et qui permettent à la cause animale de se faire une place "*, explique Brigitte Gothière, présidente de l'association.

Si certains ne considèrent pas la cause animale comme un incontournable du débat politique, pour le moine Matthieu Ricard, porte-parole du manifeste, ce n'est pas qu'une question animale, c'est une question d'humanité : *"Ça représente 120 millions d'animaux par heure qui sont tués dans le monde. Par semaine, c'est autant d'animaux tués que de morts dans toutes les guerres de l'humanité."*

Les partis politiques s'emparent de la question

Avec plus d'un milliard d'animaux d'élevage tués chaque année pour nos besoins en viande et 63 millions d'animaux de compagnie en France, le record européen, les chiffres de la cause animale devraient suffire à intéresser les partis politiques. Certains partis, comme les Verts, le Front de Gauche, l'UDI et surtout le Front National se sont déjà penchés sur la question.

Marine Le Pen, elle-même, avait soutenu la demande des associations sur l'étourdissement systématique des bêtes avant l'abattage. Or une dérogation existe déjà pour les rituels d'abattage halal et kasher. Une proposition qui apparaît pour certains comme discriminatoire envers les religions juives et musulmanes, ce dont se défend le porte-parole de la fondation Brigitte Bardot, Christophe Marie : *"Nous n'avons pas à prendre position sur une pratique cultuelle, mais uniquement sur le bien-être animal. On ne stigmatise personne."*